

Défis sociaux et environnementaux du capitalisme agraire. Le cas des plantations de palmier à huile en Asie du Sud-Est

Les plantations de palmier à huile qui se développent depuis les années 1970 en Asie du Sud-Est s'inscrivent dans une filiation complexe avec les anciennes plantations de type colonial. Les études permettent de cerner les caractéristiques d'un capitalisme agraire en expansion sur l'ensemble de la planète. Le recours au salariat en constitue un élément central, les stratégies mondiales des firmes dépendant de leur capacité à mobiliser localement des milliers d'ouvriers sur des milliers d'hectares. L'accès au foncier, dans des régions où les droits coutumiers restent forts, demeure également un enjeu important. Si les conditions de travail sont particulièrement dures dans les régions mises en valeur de longue date, sur les fronts pionniers au contraire le déploiement de ces modes de production en grandes unités peut s'accompagner de véritables progrès sociaux. Pour répondre aux critiques des ONG occidentales, dénonçant leurs impacts sur les espaces naturels, les plantations ont dû donner des gages de durabilité sociale et environnementale.

Les « agricultures de firme » sont aujourd'hui un objet de recherche fondamental pour appréhender les évolutions des productions agricoles et le développement d'un capitalisme agraire mondialisé. Depuis le début du XXI^e siècle, les implantations de grandes unités de production sur de vastes portions de territoire se multiplient. Les pays dits « émergents » deviennent la cible privilégiée d'investisseurs privés et de fonds souverains étatiques qui, soucieux de peser sur les marchés internationaux de matières premières ou de sécuriser des approvisionnements, y positionnent ou consolident de très grandes exploitations, orientées vers l'exportation.

Le cas de la grande plantation présente un double intérêt. Elle offre d'une part une profondeur historique remontant à la période coloniale, permettant d'ancrer les analyses dans le temps long. D'autre part, elle connaît un mouvement d'expansion massif sur l'ensemble de la zone inter-tropicale.

Cette note examine plus particulièrement le cas de la production d'huile de palme, à partir de données issues d'une recherche de terrain en Asie du Sud-Est¹. Après avoir

situé le « système des plantations » dans les débats sur le « capitalisme agraire » et « l'agriculture de firme », elle met en évidence l'enjeu central que représentent la mobilisation et la stabilisation d'importants effectifs ouvriers, à partir d'études de cas conduites en Asie du Sud-Est. La dernière partie revient sur les critiques environnementale et sociale adressées à cette agriculture de plantation.

1 - Le capitalisme agraire : diversité des réalités, pluralité des approches

Si « l'agriculture de firme » connaît aujourd'hui un rythme de croissance soutenu, les formes de production qui la caractérisent ne sont pas complètement nouvelles. Elles renvoient à une construction historique ancienne pour laquelle l'historien Fernand Braudel dénombrerait trois foyers d'émergence².

Deux d'entre eux sont situés en Europe. Dans un premier temps, à partir du XVI^e siècle, l'Angleterre se démarque du féodalisme avec le mouvement des *enclosures*. La progression de l'usage privé du foncier et l'extension des domaines seigneuriaux, au détriment des *commons*, accompagnent

l'avènement d'une nouvelle vision du monde, celle de « l'individualisme possessif »³, qui, combinée avec d'autres dispositions à l'accumulation⁴, joue un rôle important dans la dynamique du capitalisme. Par ailleurs, l'Europe centrale voit se développer dès le XVIII^e siècle de grandes exploitations céréalières reposant sur un travail de corvées, puis sur le travail salarié. L'organisation collective socialiste prend le relais en Russie (khokhlozes) et dans les pays de l'Est. Après la chute du

1. Barral S., 2012, *Le nouvel esprit du capitalisme agraire*, thèse de doctorat en sociologie, EHESS. Six grandes plantations ont été étudiées, appartenant à de grands groupes économiques indonésiens ou européens. Les données ont été recueillies par observation participante (immersion au sein de familles d'ouvriers agricoles), mais aussi à partir de plus de 200 entretiens avec des ouvriers, des cadres, des dirigeants et des chefs de village. À également été réalisée une analyse de la littérature grise (textes de lois et de management) et de données statistiques.

2. Braudel F., 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XV^e-XVIII^e siècle. Tome 2 : Les jeux de l'échange*, Paris, Armand Colin.

3. Thompson E. P., 1975, trad. 2014, *La guerre des forêts. Luttres sociales dans l'Angleterre du XVIII^e siècle*, Paris, La Découverte.

4. Weber M., 1904-1905, éd. 2004, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

régime soviétique, cette forme de méga-exploitation, loin de disparaître lors des vagues de privatisations, a été « recombinaison » avec les institutions libérales du premier modèle (droits de propriété privés, contrats de travail)⁵. Dans les deux cas, la montée en puissance de ces formes d'organisation du capital et du travail a entraîné la marginalisation d'une frange importante de petits tenanciers, condamnés à l'exode, à la mendicité ou au salariat agricole.

La grande plantation coloniale constitue un troisième modèle historique, développé dans les Amériques et aux Caraïbes à partir du XVI^e siècle, puis imposé à une échelle beaucoup plus large (Afrique, Asie), et au prix de ruptures nettement plus violentes. Déplacements de populations et transferts de main-d'œuvre ont eu lieu à grande échelle, notamment dans le cadre du commerce triangulaire. Déconnectée des réalités sociales et agricoles qui prévalaient localement, la grande plantation fut plaquée sur des zones « vierges » ou des « fronts pionniers » à défricher. Elle a concerné diverses productions de matières premières destinées à l'exportation vers les métropoles coloniales : coton, canne à sucre, hévéa, etc.

À partir de ces modèles d'organisation relativement homogènes, de profondes transformations sont apparues, en lien avec les trajectoires nationales empruntées par les jeunes États-nations s'émancipant de la tutelle occidentale après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, si la géographie du capitalisme de plantation est particulièrement étendue, il est majoritairement développé en Afrique francophone et en Asie du Sud-Est.

Les analyses du capitalisme agraire, assises sur le modèle de la firme industrielle, insistent généralement sur l'un des trois facteurs de production distingués par l'analyse économique : la terre, le capital et le travail.

Pour la *terre*, l'accession au foncier est assurée par des baux de long terme ou par l'achat, selon la législation locale. Les mécanismes de l'accaparement (*land grabbing*) et les tensions avec les populations des régions « colonisées » par les firmes, sont aujourd'hui mieux connus. La question des conflits fonciers et sociaux peut surgir dès les premiers temps de l'installation d'une firme, ou après plusieurs années, notamment si cette dernière ne respecte pas les engagements pris initialement en termes de construction d'infrastructures⁸.

Les approches qui insistent sur le facteur *capital* mettent en évidence une configuration assez simple, dans le cas des plantations, où les surfaces appartiennent à de grands groupes économiques qui exploitent directement les terres. Des configurations plus complexes sont aussi observées, généralement pour les productions annuelles telles que le soja ou les céréales, comprenant des banques commerciales, des entreprises d'ingénierie agricole et des fonds de pension. Ce phénomène, qui repose sur des mécanismes de sous-traitance du travail et d'intégration sur les marchés financiers, découle de l'intérêt nouveau que des acteurs économiques non issus de l'agriculture portent à ce secteur, notamment depuis la crise de 2008⁹.

Enfin, une troisième approche met en avant le facteur *travail*. Deux formes de recours à la main-d'œuvre se distinguent

au sein des agricultures de firme. La première est fondée sur la prise en charge paternaliste de la vie privée des ouvriers, comme observé dans les plantations indonésiennes. Mais cet encadrement peut aussi se manifester de façon plus diffuse. C'est le cas d'exploitations maraîchères en Afrique du Sud¹⁰ où les infrastructures proposées ne comportent que de vétustes maisons de bois, ou encore des ouvriers marocains travaillant dans les exploitations maraîchères du nord de la Méditerranée¹¹. Dans d'autres cas, la prise en charge des besoins des travailleurs est au contraire réduite au minimum. La relation de travail connaît une forme contractuelle dans le sens utilitariste d'un simple échange de travail contre salaire. Cette forme de contrat peut aussi être liée à un système de sous-traitance. Les dirigeants externalisent alors le travail agricole et recourent à des entrepreneurs locaux¹².

C'est cette entrée par le travail que nous privilégierons ci-dessous, pour l'analyse des plantations de palmiers à huile en Indonésie et en Malaisie, en mettant l'accent sur les formes de l'autonomie ouvrière gagnée au sein de la relation salariale, et sur la complexité des relations entre agriculture de firme et agriculture familiale.

2 - La production d'huile de palme, archétype de la grande plantation capitaliste

L'Indonésie et la Malaisie concentrent plus de 80 % de la production mondiale d'huile de palme. Les surfaces plantées s'y étendent sur plus de quatorze millions d'hectares (soit près de la moitié de la

Agriculture de firme, plantation : éléments de définition

Capitalisme agraire : la progression du capitalisme dans l'agriculture suit un processus complexe qui présuppose la réalisation de quatre conditions : le développement des rapports marchands, la transformation de la force de travail en marchandise, la disponibilité de moyens de production importants et l'augmentation de la rente foncière. Une unité de production agricole est capitaliste quand elle fait l'objet d'une appropriation privée et quand les travailleurs, séparés de leurs moyens de production, n'ont aucune part dans le capital d'exploitation, que ce soit en propriété ou en location ou par une autre forme d'accès. Cela a pour conséquence qu'ils ne sont pas autonomes dans leur travail.

La notion d'*agriculture de firme* renvoie à une modalité spécifique d'organisation de l'accumulation dans le secteur agricole. À côté d'agricultures familiales, encore solides ou

marginalisées (« agricultures de subsistance »), Hervieu et Purseigle pointent « l'émergence d'agricultures peu ou pas familiales adossées à des logiques non patrimoniales », reposant sur « la multiplicité des unités de prise de décision » et sur « une mobilisation conséquente de ressources matérielles et immatérielles nouvelles, d'origine non-agricole »⁶.

La *plantation*, quant à elle, saisit l'exploitation agricole à un niveau plus concret, en insistant sur son inscription dans l'espace (monoculture sur de larges « blocs »), sur la conduite des cultures (pas de rotations, recherche de rendements élevés sur des cycles courts, usage intensif des pesticides) et sur les équipements (proximité des usines de transformation primaire). L'accent est aussi mis sur l'organisation particulière du travail, qui repose sur une intégration verticale prononcée et sa prédominance jusque dans la sphère privée de la vie des salariés⁷.

5. Stark D., 1996, « Recombinant Property in East European Capitalism », *American Journal of Sociology*, 101 (4), pp. 993-1027.

6. Hervieu B., Purseigle F., 2013, *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, A. Colin, p. 247.

7. Baak P., 1990, *The Conference on Capitalist Plantations in Colonial Asia, a report*, Conference on Capitalist Plantations in Colonial Asia, Amsterdam.

8. Marzin J., Daviron B., Raffleau S., 2014, « Agricultures familiales et autres formes d'agricultures », dans Sourisseau J.-M., (dir), *Agricultures familiales et mondes à venir*, Versailles, Quae et AFD, pp 75-96.

9. Ducastel A., Anseu W., 2011, « La libéralisation agricole post-apartheid en Afrique du Sud. Nouveaux modèles de production et d'investissement », *Afrique Contemporaine*, n° 237, pp 57-70.

<http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2011-1-page-57.htm>

10. Addison L., 2014, « Delegated Despotism: Frontiers of Agrarian Labour on a South African Border Farm », *Journal of Agrarian Change*, vol. 14 (2), pp. 286-304.

11. Décosse F., 2011, *Migrations sous contrôle. Agriculture intensive et saisonniers marocains sous contrat « OMI »*, thèse, Paris, EHESS.

12. Marzin J. et al., 2014, *art. cit.*

surface agricole utile française), dont 9 en Indonésie¹³ et 5 en Malaisie¹⁴.

Les surfaces exploitées par les firmes en Indonésie ont augmenté, de 400 000 hectares dans les années 1970 à plus de 5 millions aujourd'hui, faisant de ce pays le premier producteur et exportateur au monde. La Malaisie connaît une trajectoire proche, avec une expansion similaire des surfaces plantées, se plaçant au deuxième rang mondial en ce qui concerne la superficie exploitée et au premier pour les volumes raffinés exportés. Ce succès est principalement le fait de firmes qui exploitent des unités de plusieurs dizaines de milliers d'hectares, dont certaines concentrent jusqu'à 500 000 hectares (figures 1 et 2), qui investissent dans des usines de transformation et des systèmes de recherche et développement, leur permettant ainsi d'intégrer et de maîtriser les filières. Plus de 70 % des surfaces cultivées appartiennent à des firmes asiatiques ou européennes¹⁵. Une partie de la production est aussi assurée par des entreprises paratatiques et par de petits planteurs (indépendants ou contractualisant avec les compagnies), sur des surfaces bien inférieures à celles des grandes plantations.

Sur le plan économique, l'expansion massive des surfaces plantées en palmiers à huile résulte de la grande productivité à l'hectare de cette production : les rendements des plantations les plus productives s'élèvent jusqu'à 12 tonnes d'huile à l'hectare, ce qui est dix fois supérieur aux autres productions oléagineuses courantes. Ce succès s'explique aussi par une demande croissante en huiles, alimentée par le développement démographique mondial et par les faibles coûts de production, en Indonésie notamment où le salaire journalier d'un ouvrier récolteur n'excède pas 10 €.

Chaque unité exploitée par une firme comprend entre 20 000 et 30 000 hectares et repose sur le travail d'une main-d'œuvre non qualifiée originaire de zones plus peuplées de la région (cf. *infra*). Le nombre d'ouvriers permanents s'élève à environ 3 000 pour une plantation de 25 000 hectares, ce qui correspond à plus de 1,3 million d'ouvriers sur l'ensemble des deux pays. L'expansion géographique des plantations repose sur une logique pionnière de colonisation du foncier. Les unités de

production sont implantées dans des zones forestières caractérisées par une grande fertilité des sols et une densité de population faible. Le recours à des travailleurs migrants est donc une caractéristique historique : l'acheminement d'ouvriers depuis d'autres régions plus peuplées permet à la fois de compenser la présence limitée de main-d'œuvre au niveau local et de faciliter le contrôle de ces nouveaux arrivants qui ignorent tout de leur nouvel environnement. Mais ce principe commun se concrétise de manières différentes selon les régions.

En Malaisie, où les zones rurales connaissent un déficit structurel en travailleurs, depuis l'industrialisation précoce du pays dans les années 1950¹⁶, les besoins en main-d'œuvre sont comblés par des migrations internationales, depuis l'Indonésie et les Philippines principalement. Les ouvriers

disposent de contrats de travail pour des périodes n'excédant pas cinq ans. Ces migrations circulaires alimentent des recrutements illégaux, estimés à un quart des travailleurs, qui attisent les tensions entre les pays concernés.

L'histoire indonésienne connaît, elle, deux périodes de développement des grandes plantations : une première pendant l'époque coloniale (de 1863 à l'Indépendance en 1945), limitée au territoire de l'actuelle province de Sumatra Nord, et une seconde depuis les années 1970 jusqu'à nos jours, sur l'ensemble des îles extérieures de l'archipel. De cette dichotomie découlent deux formes distinctes de relations salariales.

Les plantations récentes sont situées dans des régions forestières. La disponibilité foncière et le prix modique des parcelles qui en résulte sont des facteurs déterminants des stratégies économiques des ouvriers : après quelques années de travail salarié, ils peuvent acquérir une parcelle et y cultiver du palmier à huile. Au fil des années, ils épargnent et investissent dans le foncier, connaissant alors des trajectoires d'ascension sociale prononcées. Leur revenu de la terre, qui excède rapidement leur salaire, contraint les dirigeants des plantations à proposer des protections sociales élevées pour limiter les départs volontaires. Les firmes offrent des niveaux de rémunération très supérieurs au minimum légal, des infrastructures de qualité, une large prise en charge de soins médicaux, des bourses pour les études supérieures des enfants, etc.

Le contexte est tout autre dans les plantations d'héritage colonial de Sumatra Nord. Du fait de l'ancienneté du peuplement, la densité de population est élevée et l'ensemble des terres agricoles est exploité. Les

Figure 1 - Vue aérienne d'une plantation à Bengkulu (Sumatra)



Source : auteur, 2012

Figure 2 - Maisons d'ouvriers (*pondok*) de la plantation de Bengkulu



Source : auteur, 2012

13. Badan Pusat Statistik (BPS), 2012, *Statistik Kelapa Sawit*, Jakarta.

14. Malaysian Palm Oil Board (MPOB), 2013, *Oil palm statistics*, Economics and Industry Development Division, Kuala Lumpur.

15. BPS, 2012 et MPOB, 2013.

16. Lafaye de Micheaux E., 2012, *La Malaisie, un modèle de développement souverain ?*, Paris, ENS Éditions.

familles ouvrières, qui ne peuvent sécuriser leur avenir par l'accès à la propriété foncière, sont pluriactives. En parallèle du travail d'ouvrier agricole, elles gèrent jusqu'à huit micro-entreprises. Leur salaire est cependant leur principale source de sécurité économique, ce qui les place dans une situation de dépendance prononcée envers les compagnies. Rares sont celles qui accèdent à la retraite avec un confort financier suffisant. Dans cette région marquée par le chômage, le statut d'ouvrier agricole est toutefois valorisé et le salariat apparaît comme une voie privilégiée pour sortir de la précarité économique.

3 - Défis et enjeux pour demain : quelle durabilité du modèle de plantation ?

Les formes de stabilisation de la main-d'œuvre sont donc différentes dans les plantations d'héritage colonial et dans les plantations récentes, et elles se manifestent de manière spécifique dans les deux pays. Mais la comparaison de leurs trajectoires laisse présager l'évolution possible des plantations récentes. Avec la diminution des surfaces forestières, il est vraisemblable que le rapport de forces entre dirigeants et ouvriers bascule, dans ces zones, vers des situations semblables à celles de Sumatra Nord. Les périodes de croissance du secteur reposent en effet sur la consommation de la rente foncière, et sont suivies de phases de saturation de l'exploitation des ressources, qui se traduisent par un appauvrissement économique, notamment des ouvriers.

Depuis les années 2000, une *critique environnementaliste* se renforce dans les arènes internationales. Le développement des surfaces cultivées soulève d'abord la question de la durabilité environnementale des plantations : la perte de biodiversité, les émissions de gaz à effet de serre, la destruction des terres de tourbière et la fragilité d'écosystèmes fondés sur la monoculture du palmier (souvent d'espèces clones), en sont les éléments principaux. Les campagnes médiatiques se multiplient,

par exemple pour dénoncer les pratiques illégales de déforestation de la plus grande compagnie indonésienne (500 000 ha exploités), ce qui a conduit à la suspension des achats de ses produits par plusieurs grands distributeurs de l'agroalimentaire. Les firmes occidentales ne sont pas épargnées, à l'instar de la campagne contre Nestlé organisée par Greenpeace.

Portée par des organisations locales et internationales, la *critique sociale* s'attache, elle, à dénoncer la spoliation des droits fonciers des populations autochtones et à défendre leurs intérêts dans les négociations qui les opposent aux dirigeants des compagnies. Les conflits fonciers sont en effet nombreux en périphérie des plantations installées depuis les années 1980. La spoliation des terres peut mener à de violentes tensions locales, mais aussi à la dépendance des populations envers les firmes, et à leur appauvrissement¹⁷. Ainsi, les firmes productrices d'huile de palme concourent à la fois à l'enrichissement de populations pauvres (à travers le salariat et l'accès à la propriété foncière) et à la ségrégation de populations locales habitant les régions forestières.

Au final, ces critiques du modèle des plantations stimulent la mise en place de standards privés volontaires, élaborés conjointement par les ONG porteuses de la critique et l'ensemble des acteurs de la filière. Les rapports de force s'expriment au sein de tables rondes pour l'huile de palme durable (*Roundtable on Sustainable Palm Oil* ou RSPO), où les associations de firmes agro-industrielles rencontrent les autres « parties prenantes » et mettent en œuvre un cahier des charges de bonnes pratiques environnementales et sociales, mais aussi au sein d'autres arènes de concertation qui engagent l'amont et l'aval de la filière, desquelles sont absentes les ONG (*Malaysian Sustainable Palm Oil* et *Indonesian Sustainable Palm Oil*). En réponse, les firmes développent des zones à haute valeur de conservation, au sein même des plantations, ainsi que des programmes de responsabilité sociale. Le paysage institutionnel de ces firmes est de ce fait enrichi d'une multitude de sociétés d'évaluateurs qui les soumettent à des procédures de contrôle et de certification. Les organisations privées, telles les ONG ou les distributeurs, deviennent alors des acteurs de l'émergence de nouveaux cadres de concertation et de régulation, à une échelle transnationale. Des travaux récents sur la RSPO questionnent cependant largement la capacité de ce dispositif à contraindre le développement économique des firmes en

faveur d'aspects environnementaux et sociaux¹⁸.

**

*

La grande plantation, emblème du capitalisme agraire, est un modèle de production en expansion dans la zone intertropicale. En Asie du Sud-Est, où il connaît le succès le plus marqué, la question du travail et celle du foncier sont intimement liées. Dans des pays où les systèmes de protections sociales ne constituent qu'un filet de sécurité partiel pour les ouvriers agricoles, l'accès au foncier et l'entrepreneuriat agricole sont massivement investis comme sources de protection complémentaire. Si la Malaisie cherche à se prémunir de cela par l'encadrement strict des migrations d'ouvriers venus des archipels voisins, l'Indonésie voit depuis les trois dernières décennies un mouvement de colonisation foncière, par les ouvriers, se développer à la périphérie des plantations.

Les études de cas en Asie du Sud-Est montrent ainsi comment l'expansion des grandes plantations et l'émergence d'une agriculture familiale peuvent se concilier autant que s'exclure, selon les contextes. Ainsi le développement du capitalisme agraire et celui des petites plantations associées, dans les zones pionnières, viennent remettre en question les cadres de pensée trop schématiques où le modèle de l'exploitation familiale prévaut, et auquel celui de la firme est souvent opposé frontalement. Le cas indonésien montre que leur coexistence est possible, même si elle est sans doute précaire. Partant, il est nécessaire de les penser conjointement. Leur analyse et leur compréhension s'avèrent indispensables pour l'élaboration de modèles de développement intégrant la diversité des formes de production.

Stéphanie Barral

CLERSE, université de Lille I

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Secrétariat Général

Service de la statistique et de la prospective

Centre d'études et de prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy

TSA 70007

93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex

Tél. : 01 49 55 85 85

Sites Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

www.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédacteur en chef : Bruno Héral

Mel : bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Tél. : 01 49 55 85 75

Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution © 2014

17. Li T., 2011, "Centering labor in the land grab debate", *Journal of Peasant Studies*, 38 (2), pp. 281-298.

18. Cheyns E., « (Dé)politisation des standards dans les dispositifs de normalisation multipartites prenantes. Les cas du soja et de l'huile de palme » dans Alphandéry P., Djama M., Fortier A., Fouilleux È., (dir), 2012, *Normaliser au nom du développement durable*, Versailles, Quae ; Djama M., Verwhilghen A., « Figures de l'expertise dans un dispositif de normalisation en agriculture durable. L'exemple de la certification « huile de palme durable » (RSPO), dans Alphandéry P. et al., op. cit.